



Jerry Schatzberg, l'œil du cinéma sur la mode

M • LE MAGAZINE DU « MONDE »
UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE,
EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG



CULTURE & IDÉES La nouvelle leçon de Piano

Rencontre avec l'architecte
du Centre Pompidou. SUPPLÉMENT

SPORT & FORME Laurent Blanc

se livre Entretien avant
l'Euro de football. SUPPLÉMENT



SCIENCE & TECHNO L'épidémiologie, vigie de la santé publique Polémique sur l'évaluation des risques sanitaires. SUPPLÉMENT

κος ΣΗΜΙΤΗΣ ΚΩΝ/ΝΟΣ

ΑΝΑΓΝΩΣΤΟΠΟΥΛΟΥ 10 - ΑΘΗΝΑ
www.pressdelivery.gr -

Le Monde WEEK-END

Samedi 18 février 2012 - 68^e année - N°20864 3,20 € France métropolitaine www.lemonde.fr

Fondateur : Hubert Beuve-Méry - Directeur : Erik Izraelewicz

La Grèce au bord du défaut de paiement

- L'avenir du pays est désormais entre les mains des responsables allemands
- Pour François Fillon, « jouer le défaut de la Grèce, c'est tout à fait irresponsable »

Bruxelles

Bureau européen

Le casse-tête du sauvetage de la Grèce devait tenir l'Europe en haleine d'ici au lundi 20 février, quand les ministres des finances de la zone euro se retrouveront une nouvelle fois à Bruxelles pour tenter de boucler le second plan d'aide à Athènes. Au fil des retards, la facture s'est alourdie sur le plan financier et politique, sur fond de tensions croissantes entre le nord et le sud du continent, entre les Etats les plus solides et les pays fragilisés par la crise des dettes souveraines.

En position de force, les pays AAA - Allemagne, Pays-Bas et Finlande - ont refusé cette semaine de débloquer le plan négocié depuis près de huit mois. Ils agitent la menace d'une faillite de la Grèce, sous assistance depuis deux ans et incapable, entre incurie administrative et récession, de tenir les engagements pris auprès de ses créanciers internationaux. En face, le gouvernement de Lucas Papademos et la majorité des pays de l'Union monétaire craignent le pire en cas de défaut.

« Jouer le défaut de la Grèce, c'est tout à fait irresponsable », a lâché le premier

ministre français, François Fillon, vendredi matin. Le comportement du ministre allemand des finances, dont la position est réputée plus dure que celle d'Angela Merkel, intrigue. « On ne sait pas très bien quel est son jeu : Wolfgang Schäuble ne semble pas convaincu qu'avoir un accord avec le gouvernement Papademos avant les élections en Grèce en avril soit indispensable », regrette un négociateur : « A chaque fois que l'on progresse, il pose de nouvelles conditions. »

PHILIPPE RICARD
► Lire la suite page 14

Comment l'Italie se redresse



● Pour notre magazine « M », le correspondant du « Monde » raconte un pays en pleine mutation

● Après cent jours, le bilan financier de Mario Monti est bon, mais son bilan politique reste mitigé P. 15

● Pendant ce temps-là, le Vatican est secoué par des révélations P. 3

En Syrie, les débuts d'une guerre régionale ?

Difficile de ne pas dresser ce sinistre constat : en Syrie, le scénario du pire s'installe - peut-être pour longtemps.

Ce n'est pas seulement l'accumulation des atrocités que vit une population insurgée à la merci d'un régime de tueurs en série. Le photographe Mani et l'écrivain Jonathan Littell terminent aujourd'hui dans nos colonnes le récit de ce qu'ils ont vu et vécu à Homs. Dans la troisième ville du pays, assiégée depuis plusieurs semaines, la tragédie est quotidienne : les tirs aveugles des chars postés à la périphérie ; ceux des snipers, qui tuent pour terroriser ; les enlèvements, la torture, les soins qui manquent ; les blessés par balles entassés dans des hôpitaux de fortune.

Bref, le cortège des malheurs d'une guerre faite à une population civile démunie. Mais celui

aussi des actes de courage quotidiens d'un peuple qui refuse de se soumettre.

Cependant, ce face-à-face est de moins en moins un affrontement syro-syrien. Le conflit s'internationalise, de la pire façon qui soit. Issu de la minorité alaouite - une secte dissidente de l'islam chiite -, le régime reçoit le soutien actif de l'Iran. Il a aussi l'appui de l'autre allié de Téhéran dans la région, le Hezbollah libanais, une formation chiite extrémiste

Editorial

et l'une des composantes du gouvernement de Beyrouth.

Forte de 23 millions d'habitants, la population syrienne appartient à 70% à la branche majoritaire de l'islam, le sunnisme. C'est de ses rangs, mais sans

exclure les autres minorités syriennes, qu'est partie la rébellion. Tout naturellement, de la Turquie aux pays du Golfe, le monde sunnite lui accorde sa sympathie et son soutien politique, voire financier.

Les tribus sunnites d'Irak se mobilisent pour fournir des armes aux insurgés. Ayman Zawahiri, chef d'Al-Qaïda, profite du chaos pour appeler au djihad contre le régime syrien. La Turquie héberge des éléments de l'Armée syrienne libre (ASL). Traversé d'autant de lignes de fracture que la Syrie, le Liban connaît ses premiers affrontements communaux importés en « copier-coller » de chez son grand voisin.

Depuis le début du drame syrien, il y a un an, la Russie et la Chine, au lieu de faire pression sur Bachar Al-Assad, lui ont apporté un soutien diplomatique sans

faillir. Elles l'ont fait au nom du refus de l'internationalisation du conflit. Moscou et Pékin ont saboté les initiatives de la Ligue arabe, qu'appuyaient l'Europe et les Etats-Unis.

L'obstruction russo-chinoise a empêché ce qui eût été la meilleure façon d'internationaliser le conflit : obliger Bachar Al-Assad à accepter une transition ordonnée et son départ du pouvoir. Au lieu de quoi, Moscou et Pékin ont favorisé ce qu'ils préféraient : une internationalisation sauvage du conflit, qui fait de la Syrie, comme hier du Liban, le champ clos des rivalités qui traversent le Proche-Orient. ■

Lire la dernière partie du reportage de Mani et Jonathan Littell à Homs p. 17, et l'analyse de Christophe Ayad « Al-Assad, son meilleur ennemi » p. 18

Décus de Nicolas Sarkozy, ils savent pour qui ils ne voteront pas

REPORTAGE Ils avaient voté en 2007, enthousiastes ou simplement confiants. Cette fois, ils hésitent entre les candidats... à l'exception d'un seul. Pages 7 et 8

Les réseaux d'aide aux élèves en difficulté vont-ils disparaître ?

ÉDUCATION Le dispositif des Rased est en passe d'être abandonné par l'Etat. 2 500 postes d'enseignants spécialisés seraient supprimés à la rentrée. Page 10

Le regard de Plantu

L'ONU condamne le régime syrien



Dumontet, le businessman du théâtre

En moins de cinq ans, Jean-Marc Dumontet s'est bâti un petit empire dans l'univers du théâtre parisien. Bobino, le Point-Virgule, les Folies Bergère, le Théâtre Antoine... c'est lui. La découverte de l'imitateur Nicolas Canteloup aussi. A 44 ans, ce Bordelais « programmé pour être notaire » a finalement découvert l'ivresse du show-business et « embrassé ses rêves ». Derrière le rideau rouge, cet homme de coups, doué pour les affaires, se veut confiant face à l'avenir du spectacle vivant. « Ma chance de patron est que je suis responsable de tout. Il n'y a pas de fatalité. Pour tous mes spectacles, à moi de mener la guerre. » ■

Lire page 19

Belles demeures de France
Fine Residences

BEAUX APPARTEMENTS PARISIENS

www.paris-fineresidences.com

CHRISTIE'S INTERNATIONAL REAL ESTATE

New York, Beverly Hills, Boston, Palm Beach, Moscow, Genève, Milan, Saint-Barthélemy



En hausse

YELP – Le site spécialisé dans les critiques de restaurants par les internautes espère que son entrée en Bourse à New York, début mars, lui permettra de lever l'équivalent de 87,6 millions d'euros, indiquent les documents déposés à la Securities and Exchange Commission, jeudi 16 février.



En baisse

LES BONUS DES TRADERS – Les primes qui seront versées en 2012 aux opérateurs de marché de la Société générale seront réduites de 50%, a indiqué, jeudi 16 février, le PDG du groupe, Frédéric Oudéa, faisant suite aux mauvais résultats de la banque française.

Les cours du jour (17/02/12, 09h48)

EURO	1 euro	1,3127 dollar (achat)
OR	Once d'or	1713 dollars
PÉTROLE	Light Sweet Crude	102,74 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	3,06 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	1,99 (à dix ans)

Le sort de la Grèce entre les mains de l'Allemagne

Alors qu'un Eurogroupe est prévu lundi 20 février, la zone euro se déchire au sujet de l'aide à apporter à Athènes

►►► Suite de la première page

Principal souci de l'Eurogroupe de lundi : tirer les leçons du rapport de la « troika » des bailleurs de fonds d'Athènes – Fonds monétaire international (FMI), Banque centrale et Commission européennes – présenté mercredi aux ministres des finances de la zone euro.

Le document a durci les positions des Etats les plus récalcitrants à un second plan d'aide. Car il révèle que le ratio d'endettement de la Grèce devrait approcher les 129% du produit intérieur brut (PIB) en 2020, certes inférieur aux 160% actuels mais bien loin des 120% inscrits dans le second plan d'aide. Soit un écart de 25 et 30 milliards d'euros supplémen-

« La Grèce va beaucoup plus mal que ce qui avait été prévu à l'époque »

Jan Kees de Jager
ministre néerlandais
des finances

taire à dégager, alors que le ministre allemand des finances, M. Schäuble, n'entend pas financer le « puits sans fond » grec.

« Nous sommes de retour à la case départ », a affirmé l'un de ses alliés dans cette affaire, le ministre néerlandais des finances, Jan Kees de Jager, jeudi : « La Grèce va beaucoup plus mal que ce qui avait été prévu à l'époque. » Avant de donner leur aval à toute nouvelle aide, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande insistent pour s'en tenir aux 120% fixés en octobre.

Comment combler l'écart identifié par la « troika » ? « On trouvera les neuf points », lâche un haut fonctionnaire. Pour déminer le terrain, les directeurs du Trésor devraient passer leur dimanche à Bruxelles. Différentes pistes, loin d'être consensuelles au sein de la zone euro, sont à l'étude.

L'option d'une rallonge au plan d'aide – les fameux 130 milliards d'euros – est peu populaire parmi les ministres des finances, en particulier dans les pays triple A qui se lassent de porter à bout de bras le sauvetage interminable de la Grèce. « Cela n'améliorerait pas le taux d'endettement de la Grèce », avait



Sur le mur de la banque centrale à Athènes, lundi 13 février, on peut lire sur un graffiti : « Voler pour gagner de l'argent » DIMITRI MESSINIS/AP

réemment constaté M^{me} Merkel. M. de Jager n'exclut cependant pas de porter le plan à 136 milliards d'euros.

Mais les pays de l'union monétaire pourraient surtout accepter de réduire les taux d'intérêt consentis sur les prêts bilatéraux du premier plan d'aide de 110 milliards d'euros, activé en mai 2010, et sur lesquels 73 milliards ont été à ce jour versés à coups de psychodrames récurrents.

Des ajustements pourraient aussi être faits sur les conditions, en cours de négociation, de la restructuration de la dette grecque détenue par les créanciers privés. Les banques et assureurs qui détiennent des titres grecs doivent renoncer à la moitié de leurs créances, soit un sacrifice de 100 milliards d'euros. L'opération pourrait com-

mencer dès mercredi, en cas de compromis lundi. Si la restructuration de la dette n'est pas bouclée d'ici à la prochaine échéance de remboursement – le 20 mars, Athènes doit payer 14,5 milliards d'euros –, la faillite menace. « Il existe un socle d'accord très solide, il s'agit juste de franchir le dernier mètre »,

Le PIB espagnol en recul sur les derniers mois de 2011

L'Espagne, confrontée à une cure d'austérité, a subi une contraction de son activité au quatrième trimestre 2011, pour la première fois en deux ans. Le produit intérieur brut (PIB) a baissé de 0,3% au cours des trois derniers mois en rythme trimestriel, après être resté stable au troisième trimestre, selon les chiffres publiés jeudi 16 février.

veut croire un négociateur français.

Sans attendre, les dirigeants européens s'en remettent, une fois de plus, au soutien de la Banque centrale européenne et de ses composantes nationales. Celles-ci auraient d'ailleurs commencé, jeudi, les grandes manœuvres pour contribuer à leur manière au plan.

Sur l'ensemble de 2011, l'Espagne a enregistré une croissance de 0,7%, après une contraction de 0,1% en 2010. Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'économie du pays devrait reculer de 1,7% en 2012, en raison des mesures d'austérité mises en œuvre par Madrid pour éviter d'être à son tour victime de la crise de la dette.

A terme, l'institution franco-italienne, que ses statuts empêchent d'aider directement un Etat, devrait échanger les obligations grecques qu'elle a acquises à bas prix sur les marchés depuis mai 2010. L'opération pourrait générer entre 10 et 15 milliards d'euros de plus-values, qui devraient être affectées aux membres de la zone euro, lesquels pourraient ensuite reverser l'argent à Athènes.

Le déblocage du plan n'ira pas sans de solides contreparties en termes de supervision des engagements pris en échange des fonds. Une partie des sommes destinées au remboursement des créanciers seront affectées à un compte bloqué. Une liste de vingt-quatre « actions préalables » a été établie, autant de lois sur les réformes que le gouvernement grec doit faire

adopter avant la fin du mois, pour permettre l'activation du plan d'aide.

L'hypothèse très controversée d'une assistance scindée en deux, ou débloquée après les élections prévues en avril, reste sur la table. Mise en avant par le camp des durs, l'idée n'est pas du goût d'une majorité des Etats, dont la France, qui jugent difficile de demander aux créanciers privés de jouer le jeu de la restructuration, sans engagement formel des créanciers publics.

En cas de blocage sur le plan d'aide lundi, ce sera peut-être la seule façon d'éviter le pire. Herman Van Rompuy, le président du Conseil européen, a d'ailleurs prévu un sommet spécial de la zone euro le 2 mars. Au cas où... ■

PHILIPPE RICARD

« Si nous perdons la Grèce, ce serait un recul de plusieurs décennies pour l'Europe »

Questions à Werner Hoyer Le président de la BEI compare la situation actuelle à celle « existant en Allemagne de l'Est avant la réunification »

WERNER HOYER est président de la Banque européenne d'investissements (BEI) depuis le 1^{er} janvier 2012. Avant de remplacer Philippe Maystadt, cet économiste, membre du parti libéral FDP, était secrétaire d'Etat aux affaires européennes dans le gouvernement d'Angela Merkel.

Craignez-vous une faillite de la Grèce ? Doit-on l'éviter à tout prix ?

Nous sommes forcés et déterminés à résoudre le problème. Il n'y a pas de solution facile. Mais ce n'est pas une issue de dire « oublions la Grèce » ou « excluons-la ». Cela ne réglerait pas les problèmes fondamentaux, liés à son manque de compétitivité et à ses déficits structurels. La Grèce restera une partie de l'Europe, elle devrait continuer à être aidée. Si nous perdons ce pays, ce serait un recul de plusieurs décennies pour l'esprit d'unification européenne. Il vaut vraiment la pei-



MICHAEL GOTTSCHALK/AFP

ne d'essayer tout ce qui peut l'être pour sauver la Grèce, et faire ce qu'il y a à faire là-bas.

L'engagement des dirigeants grecs est-il assez fort ?

Je suis plein d'admiration pour la classe politique grecque qui doit porter ce fardeau maintenant dans cette période si particulière. Ce ne sont pas eux qui ont créé les problèmes. J'ai de la sympathie

pour les citoyens grecs qui doivent souffrir maintenant. Mais je comprends aussi l'impatience des ministres des finances de la zone euro, qui se plaignent de processus de décision trop longs. J'espère une solution lundi, mais c'est un marathon. C'est un défi sans précédent.

Je ne peux comparer cela qu'à la situation existant en Allemagne de l'Est avant la réunification. J'avais trouvé quantité d'ouvrages académiques traitant du passage d'une économie de marché à une économie socialiste centralisée. Mais pas un seul sur le phénomène contraire. Nous n'avons pas de manuel pour régler ce genre de situation.

Que pensez-vous de l'idée de renforcer la supervision des réformes ? L'Allemagne a suggéré de désigner un commissaire de la zone euro en Grèce...

Tout ce qui est en train d'être

fait doit respecter la souveraineté, et la fierté du peuple grec. Il y a eu trop de mots inappropriés, même dans mon propre pays. Je suis préoccupé par les échanges empoisonnés des derniers jours. Nous devons procéder à une forme de désarmement rhétorique.

D'un autre côté, nous devons convaincre nos partenaires grecs que nous ne pouvons nous fier à leur seule bonne volonté, et à leurs assurances. C'est à la classe politique grecque de prendre son destin en main.

La situation s'améliore-t-elle sur le terrain ?
Ce processus doit être accéléré. Nous avons déjà perdu beaucoup de temps. Car ce sont les Grecs qui perdent leur travail. Ils ne peuvent pas attendre. La BEI a prêté deux milliards d'euros l'an dernier en Grèce. Nous espérons maintenir ce volume d'activité. C'est un grand défi actuellement.

C'est un non-sens de dire que nous réduisons la voile en Grèce. Nous sommes en train de boucler plusieurs projets pour financer à la fois des petites et moyennes entreprises, et de grandes infrastructures.

En Grèce, comme au sein de la zone euro, où se situe l'équilibre entre consolidation budgétaire et soutien à la croissance ?

Je ne veux pas relativiser la nécessité de la consolidation des finances publiques. C'est une condition nécessaire, mais elle doit être accompagnée par le redémarrage du moteur de la croissance, par l'innovation, la création d'emplois et les restructurations. Le Conseil européen nous invite à utiliser davantage et mieux nos moyens. Nous y sommes prêts, en concertation plus étroite avec la Commission européenne. Une piste serait d'utiliser les fonds commu-

nautaires pour augmenter notre capital. Nous sommes prêts à y réfléchir.

Que pensez-vous des commentaires de François Hollande à propos d'un recours accru à la BEI ?

Ce n'est pas le moment de faire du keynésianisme basique, mais plutôt d'avoir davantage de créativité pour utiliser nos instruments. S'il y a un débat en France sur la meilleure façon d'utiliser nos outils, je m'en réjouis. Tant que cela respecte nos activités et nos règles de fonctionnement en tant que banque, cela est parfait. Nous savons que nous pouvons être un agent pour davantage de croissance, mais pas en recapitalisant des banques, ou en volant au secours des Etats en difficulté. Notre mission est de prêter et de conseiller. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
PHILIPPE RICARD (À BRUXELLES)